

CANADA – October 22

Thank you Mr. Chairman.

I have the honour to speak today on behalf of Canada, Australia and New Zealand (CANZ). Since this is the first time that CANZ is addressing the committee this session, please allow us to offer our congratulations on your election to the Bureau of the Fifth Committee. We have every confidence that under your leadership, the committee will successfully conduct its business in a constructive and cooperative spirit and will conclude its work in a timely manner.

CANZ delegations would like to thank Under Secretary-General Takasu for his presentation on the financial situation of the United Nations provided to us on October 15th.

We note with concern Mr. Takasu's warning that the cash position of the UN will present "severe" problems unless the three countries accounting for most of the arrears make payments before the end of 2015. We join him in urging all 65 Member States that have not yet done so to take action in respect of their unpaid assessed contributions.

Mr. Chairman,

We continue to stress the consequences of unpaid assessed contributions, which currently exceed \$2.5 billion dollars. Unpaid assessments leave troop-, police- and equipment-contributing countries waiting for the reimbursement of the costs they have incurred. Payments to Member States for troops and formed police units, contingent-owned equipment claims, letters of assist and death and disability claims will always depend on Member States meeting their obligations to the United Nations in full and on time.

We commend the Secretariat for managing to lower the level of outstanding payments to troop- and police-contributing countries despite the difficulties caused by late-paying Member States.

Mr. Chairman,

The three members of CANZ regret the inequity created between Member States which have paid their assessed contributions in full and on time and those which have not, and will continue to demonstrate our commitment to the work of the United Nations by paying our dues in full, on time and without condition. We regret to note that this year we are in

shrinking company, with only 21 non-CANZ Member States on the list of those which had paid in full at the time of the Under-Secretary-General's briefing, compared with 26 last year.

We urge all Member States to fulfil their Charter obligations in this area of crucial importance to our Organization. We would strongly encourage eligible Member States to make use of the mechanism that is already in place to assist Member States in addressing their fiscal arrears by submitting multi-year payment plans.

Mr. Chairman,

In the face of the fiscal constraints that many Member States continue to face, it is incumbent upon the United Nations to ensure that its practices are continuously improved and adapted, that efficiencies are actively sought and programmes delivered more effectively. CANZ delegations continue to affirm their commitment to supporting efforts by the Secretary-General to improve financial discipline, enhance oversight and ensure accountability for results.

We must all ensure that the Organisation has the resources it needs to deliver the mandates entrusted by Member States, but more than that, we must apply a collective effort to identify areas where efficiency gains can be obtained, and to find innovative solutions to streamline processes and prioritise activities. Last year we commended the initiative taken by a cross-regional group of Member States, including Australia, in commissioning an independent expert panel report on UN planning and budget processes. A year on, we applaud the work that has continued in this regard in implementing the recommendations of that report. We are pleased that, of the 26 recommendations, 12 are in the process of implementation or are under consideration. This is a welcome step towards much needed reform.

Mr. Chairman,

The resources provided to the Organisation by Member States must be effectively managed, in order to ensure that the demands of the full range of global peace, security and development challenges it faces can be met. Fiscal discipline by the Organisation and commitment by all Member States to meet their obligations - once priorities have been identified and mandates agreed on - work hand in hand. Both imperatives need be met for the effective functioning of the Organisation, so that it may meet the challenges of today and tomorrow.

Thank you Mr. Chairman.

CANADA – 22 octobre

Merci, Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui au nom du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Comme notre groupe de pays s'adresse pour la première fois à la Commission dans le cadre de cette session, permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre élection au Bureau de la Cinquième Commission. Nous sommes pleinement convaincus que, sous votre direction, la Commission mènera ses discussions avec efficacité et dans un esprit constructif, et que ses efforts aboutiront rapidement.

Nos délégations aimeraient aussi remercier le Secrétaire général adjoint Takasu pour son exposé sur la situation financière des Nations Unies, le 15 octobre dernier.

Nous notons avec préoccupation son avertissement selon lequel les Nations Unies se retrouveront dans une situation financière extrêmement difficile, à moins que les trois pays qui doivent la majeure partie des arriérés ne les paient avant la fin de 2015. C'est pourquoi, de concert avec M. Takasu, nous exhortons les 65 États membres qui ne l'ont pas encore fait à payer leurs arriérés de contributions.

Monsieur le Président,

Nous continuons d'insister sur les conséquences de ces arriérés, qui s'élèvent à plus de 2,5 milliards de dollars à l'heure actuelle. C'est ainsi que des pays qui fournissent des contingents, des effectifs de police et du matériel attendent le remboursement des dépenses qu'ils ont engagées. Or, pour les paiements aux États fournisseurs de contingents et d'unités de polices constituées, les demandes de remboursement du matériel appartenant aux contingents, les lettres d'attribution ainsi que les demandes d'indemnisation en cas de décès et d'invalidité, il sera toujours nécessaire que les États membres s'acquittent à temps et intégralement de leurs obligations financières envers les Nations Unies.

À cet égard, nous félicitons le Secrétariat d'avoir réussi à diminuer le nombre de paiements non réglés aux pays fournisseurs de contingents militaires et de police malgré les difficultés engendrées par les États membres qui tardent à acquitter leurs quotes-parts.

Monsieur le Président,

Notre groupe de pays déplore l'iniquité entre les États membres qui paient en entier et à temps leurs contributions et ceux qui ne le font pas. Pour notre part, nous continuerons de montrer notre attachement au travail des Nations Unies en acquittant nos quotes-parts en

entier, à temps et sans condition. Toutefois, nous regrettons de constater que, cette année, le nombre d'États membres qui le font diminue, puisque seulement 21 d'entre eux, hormis nos trois pays, avaient payé intégralement leurs contributions lors de l'exposé du Secrétaire général adjoint, comparativement à 26 l'an dernier.

S'agissant de cette question d'une importance cruciale pour l'Organisation, nous demandons instamment à tous les États membres de respecter leurs obligations en vertu de la Charte. Nous encourageons aussi fortement ceux autorisés à le faire à utiliser le mécanisme déjà en place pour les aider à payer leurs arriérés, en présentant un échéancier de paiement pluriannuel.

Monsieur le Président,

En raison des contraintes budgétaires auxquelles sont confrontés de nombreux États membres, il incombe aux Nations Unies d'améliorer et d'adapter constamment leurs pratiques, de chercher activement à réaliser des gains d'efficacité et de veiller à l'exécution plus efficace des programmes. Nos délégations réaffirment leur détermination à soutenir les efforts du Secrétaire général pour accroître la rigueur financière, améliorer le contrôle et s'assurer que l'on rende compte des résultats.

Nous devons tous veiller à ce que l'Organisation ait les ressources nécessaires pour s'acquitter des mandats confiés par les États membres. Mais surtout, nous devons nous efforcer ensemble de réaliser des gains d'efficacité et de trouver des solutions novatrices pour simplifier les processus et prioriser les activités. L'année dernière, nous avons salué la décision d'un groupe transrégional d'États membres, dont l'Australie, de demander à un groupe d'experts indépendants de préparer un rapport sur les processus de planification et de budgétisation des Nations Unies. Un an plus tard, nous nous félicitons de la poursuite de ce travail par la mise en œuvre des recommandations contenues dans ce rapport. De même, nous constatons avec satisfaction que 12 de ces 26 recommandations sont mises en œuvre ou font l'objet d'un examen. Il faut se réjouir de ces progrès vers une réforme indispensable.

Monsieur le Président,

Pour faire face à tout l'éventail des enjeux mondiaux de développement, de sécurité et de paix qui se présentent à elle, l'Organisation doit bien gérer les ressources fournies par les États membres. L'exercice de cette rigueur budgétaire et la détermination des États membres à s'acquitter de leurs obligations – une fois que les priorités ont été définies et que les mandats ont été convenus – sont indissociables. Ce sont deux nécessités impérieuses pour que l'Organisation fonctionne bien, de façon à relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Merci, Monsieur le Président.